

# CGT : une crise profonde et permanente

JEAN LANTIER

**U**NE crise politique sans précédent affecte la CGT. Elle est le produit des échecs politiques du PCF. La fluctuation des adhérents, la chute progressive de l'influence électorale de la centrale syndicale sont des éléments vérificateurs de difficultés d'orientation de la CGT. Les tournants brusques et répétés auxquels la CGT a soumis ses membres ont accumulé en son sein les éléments d'une remise en cause globale de la ligne qu'elle suit. Depuis la rupture de l'Union de la gauche en septembre 1977, les rectifications se sont succédées à contretemps du mouvement réel de radicalisation des travailleurs. Toutes les générations militantes ont été affectées par ces soubresauts. Les lignes de faille apparaissent à l'intérieur de la fraction du PCF ; nombre de militants cégétistes attendent des réponses alternatives, révolutionnaires, face aux échéances sociales auxquelles la direction de la CGT ne les prépare pas.

## Tout commence avec la rupture de l'Union de la gauche

La rupture de l'Union de la gauche en septembre 1977 marque le début de la crise. La CGT avait adopté le Programme commun de la gauche comme sien, dès 1972, au congrès de Nîmes. Des syndicalistes, depuis lors, avaient été sanctionnés et même exclus pour désaccord avec ce programme, qui remplaçait de fait celui de la CGT. Il inscrivait une échéance poli-

tique, celle des législatives de mars 1978, comme débouché politique aux luttes que la CGT subordonnait à cette perspective. « Voter, c'est lutter », disait-elle, évitant un mouvement général de grève contre le plan Barre, au profit de l'attente de la date fatidique de mars 1978.

La rupture de l'alliance PC-PS amena la CGT à prendre fait et cause pour le PC. Sa lecture du Programme commun se calquant sur celle du PCF, elle fit tout pour que cette identité de vue soit perçue à une échelle de masse. L'échec de mars 1978 laisse en plein désarroi des milliers de cadres syndicaux. Quelques-uns d'entre eux avaient exprimé leurs divergences dans *la Vie ouvrière* et *le Peuple*, qui s'étaient ouverts à leurs lettres. La direction de la CGT, pour parer aux effets des remous qu'elle connut, organisa un 40<sup>e</sup> Congrès confédéral en décembre 1978. Son but était, par un artifice de démocratie, d'absorber la fronde régnant dans ses rangs, et entériner par la bande le soutien qu'elle avait apporté au PCF. Ce fut réalisé avec brio. Le congrès vota le principe des tribunes libres dans la presse syndicale avant chaque débat important, le partage des mandats dans les délégations de congrès, le libre accès des syndiqués aux directions, quelle que soit leur appartenance politique. Ce décor démocratique permit à la direction de recevoir un quitus sur sa pratique fractionnelle passée. Mais, huit mois après l'échec des législatives de 1978, la CGT entra dans une période d'instabilité politique.

Des responsables cégétistes membres du PC connurent alors un conflit avec la direction du parti. A l'occasion du congrès du PCF, en avril 1979, ils voulurent faire admettre une certaine répartition des prérogatives entre les deux organisations, syndica-

le et politique. Le document « Le PCF et le mouvement syndical » apparut comme le fruit de ces efforts. Marchais et Krasucki ne s'opposèrent pas à ce texte, qu'ils firent placer en annexe au document final du congrès. Devant la velléité d'autonomie de sa propre fraction dans la CGT, la direction du PCF esquaiva le coup. Mieux, par le nombre de cadres syndicaux qu'elle réunit à ces assises, elle réalisa en quelque sorte un second tour du 40<sup>e</sup> Congrès de la CGT, sur la nouvelle orientation.

A la rentrée de 1979, la leçon du XXIII<sup>e</sup> Congrès était assimilée par la CGT. Séguéy, dans son discours de rentrée, présenta toute échéance politique comme très lointaine. Dans la foulée, en janvier 1980, la rupture PC-PS connut son pendant syndical. Au comité confédéral national de janvier 1980, l'unité CFDT-CGT était purement et simplement liquidée. Le front réformiste CFDT-FO-FEN fut dénoncé comme le danger principal. La CGT irait seule au combat, ne voulant pas « édulcorer ses positions pour des syndicats réformistes qui la tiraient en arrière ». L'idée qui présidait à cette division était le retour à un climat de « guerre froide ». La CGT choisissait le « camp des forces progressistes » (pays de l'Est, mouvements de libération, mouvement ouvrier), tandis que la CFDT ralliait le « camp impérialiste », rejoignant FO.

## Union dans les luttes : un catalyseur

La pression unitaire fut pourtant très importante, exprimant à la fois la

nécessité d'un débouché politique, et la volonté d'y parvenir dans l'unité. La pétition Union dans les luttes joua le rôle de catalyseur : elle fut signée par des dirigeants confédéraux et des milliers de syndicalistes. Elle provoqua la première étape de la crise ouverte de la CGT. En mai 1980, un an après le congrès du PC, le CCN (comité confédéral national) de la CGT mit à son ordre du jour l'unité ; le débat porta en fait essentiellement sur la pétition Union dans les luttes. Pour la première fois, le CCN ne put voter de texte final, tant la « synthèse » des différentes positions s'avéra impossible. Il fallut un second CCN, en juin, pour qu'un texte rédigé par les différentes « sensibilités » soit adopté. Sa cible était la CFDT, présentée comme obstacle à toute unité, puisqu'elle « virait à droite ». Mais la résolution finale épargnait Union dans les luttes. Krasucki s'illustra par un livre, *Syndicats et Unité*, ode au sectarisme, brûlot anti-CFDT. En septembre 1980, la CGT annonça que point n'était besoin de débouché politique pour remporter des victoires revendicatives significatives. Elle rejetait l'élection présidentielle comme échéance politique et se lançait dans une série de journées d'action, de grèves sectorielles de vingt-quatre heures, qui accentuèrent la chute de son crédit auprès des travailleurs.

Le 10 mai fut une victoire ouvrière, mais pas celle de la CGT. Elle se contenta de se placer dans l'alternative posée de la manière suivante par le PC : ou bien le vote du 26 avril donnera raison au programme de Marchais, et les changements seront possibles ; ou bien les travailleurs n'auront pas compris, et tout changement sera impossible. En novembre, lors de sa commission exécutive confédérale, puis en décembre, la CGT épousa la thèse du PC. Elle traça la silhouette de son candidat idéal, qui ressemblait étrangement à celle de Marchais. Pour la CGT aussi, les conditions d'un vrai changement devaient être un Parti communiste fort et, comme l'affirmait le 40<sup>e</sup> Congrès, des ministres communistes au gouvernement. A aucun moment elle ne cita le nom de Giscard, dans une situation où son départ était la question centrale. PC et CGT allèrent ainsi *a contrario* de l'aspiration immédiate des masses, qui voulaient la fin du tandem Giscard-Barre. Les cibles communes des deux organisations furent le PS et la CFDT, pas Giscard et Barre. Dans ce contexte, la CGT ne voulait pas de mouvement social d'ensemble contre le gouvernement

Barre. Assujettie à la tactique électorale du PC, elle ne recourut pas plus que lui à la mobilisation de masse pour frapper le patronat. 1980 fut l'année la plus pauvre en jours de grève depuis 1963... Mais ce fut l'année où s'exaspéra le sentiment unitaire anti-giscardien.

## L'Appel de Marseille

Les éléments d'une crise majeure étaient réunis. Elle éclata dès novembre 1980. En pleine conférence de presse du bureau confédéral, Jacqueline Lambert exposa ses divergences sur la ligne cégétiste. Quelques jours après, les cinq socialistes de la direction nationale publièrent leurs désaccords par voie de presse, estimant que la CGT n'avait pas à distribuer les bons et les mauvais points entre les candidats de gauche. Le débat éclata au CCN de décembre 1980 qui fut convoqué sans le moindre débat préalable dans les syndicats. Deux fédérations, Finances et Officiers de marine marchande, votèrent contre l'orientation avancée. L'amendement de Pierre Feuilly, qui demandait que la CGT appelle les travailleurs à sanctionner la politique de droite, fut rejeté. En janvier, Feuilly, accompagné de Raymond Charpiot (officier de marine) et Claude Germon (alors secrétaire de rédaction du *Peuple*) publièrent dans *le Monde* les raisons de leur opposition à la ligne votée. Les divergences devenaient publiques. Un tabou était levé. Les syndicalistes dans les entreprises voyaient mûrir une volonté de chasser Giscard, alors que la vie syndicale était sclérosée, et l'unité de la CGT remise en cause par l'opération fractionnelle de la direction. Les actions proposées par la direction nationale ne réunissaient que les militants les plus convaincus de la ligne pro-Marchais.

L'Appel de Marseille est né dans cette situation. Le 19 février, huit responsables syndicaux des Bouches-du-Rhône et du Var, représentant deux cents syndicalistes signataires, présentèrent à la presse un appel : « *La CGT doit tout faire pour battre Giscard. Elle doit contribuer à l'unité du PC et du PS pour qu'ils aillent gouverner ensemble. Avant, pendant et après le 10 mai, les revendications doivent être maintenues.* » La base syndicale accueillit favorablement cet appel. Vingt conférences de presse, reprenant l'Appel de Marseille, eurent lieu

dans tout le pays. Un mois et demi plus tard, une conférence de presse nationale, réunissant les signataires de l'Appel de Marseille et les signataires de textes démocratiques, manifestait, dans la CGT, la naissance d'une opposition à la réélection de Giscard. La Bourse du travail de Paris réunit ce jour-là tous ceux qui avaient œuvré à la défaite du candidat du CNPF. La montagne CGT avait bougé : des syndicalistes de base exprimaient de fait et publiquement leurs désaccords avec la ligne confédérale. Les membres de la direction confédérale favorables au vote Marchais tentèrent une riposte. Consigne fut donnée aux unions départementales de condamner les conférences de presse. Le 17 mars, à la Mutualité, Séguy et Krasucki dénoncèrent pêle-mêle Union dans les luttes, les « gauchistes » et la CFDT. En vain. L'Appel de Marseille avait créé une dynamique telle qu'aucune parole d'intimidation ne pouvait l'arrêter. Séguy parlera de bluff au sujet des cinq mille signatures de l'Appel du 12 février. Il dénoncera les « *termites trotskystes* ». Mais, à aucun moment la direction confédérale ne put convaincre du bien-fondé de sa position. La CGT n'appela à battre Giscard que le 29 avril, entre les deux tours de l'élection présidentielle. Ce tournant abrupt laisse encore des traces. Le 1<sup>er</sup> Mai 1981 vit défiler des rangs de cégétistes criant « *pour changer vraiment, il faut des ministres communistes au gouvernement* ». Quelques semaines après, il y en eut... Mais dans quelle condition ! Un PC défait, une CGT éclaboussée par cet échec durent faire passer la pilule de leur ralliement au programme du PS. Dans la CGT, l'opposition naissante vérifiait dans la victoire du 10 mai la justesse de son combat.

## Dans la majorité gouvernementale

La CGT sort affaiblie de cette situation. Un mouvement unitaire s'est développé sans qu'elle puisse le juguler. La centrale syndicale s'est fourvoyée, perdant prise sur la réalité du mouvement d'opinion dans la classe ouvrière. Un fossé s'est creusé entre elle et les travailleurs. Elle n'a pas rempli son contrat, elle dont la vocation est de se battre contre les empiètements du capital. Les revendications immédiates ont été mal défendues. Le débouché politique a été nié. Bien plus, des centaines de militants du PC

se sont tournés vers l'opposition, en donnant leur signature à l'Appel de Marseille.

Les tournants qu'opère aujourd'hui la CGT sont des facteurs cumulatifs de sa crise. Le PC a connu un échec électoral historique. Désavoué, il n'avait plus qu'un but : empêcher des portefeuilles ministériels, prendre le changement en marche.

Ce virage à 180 degrés est mal accepté par les militants du PC dans la CGT. Ils défendaient le point de vue inverse quelques semaines plus tôt ! Ils ont été formés à une argumentation anti-social-démocrate, et sont contraints de dire aujourd'hui que la gestion de l'austérité n'est plus un danger.

Au CCN de juillet 1981, la brochure *le Débat ignoré* est au centre des débats. Elle recueillait les textes unitaires du débat passé, publiés dans la presse, refusés par *la Vie ouvrière* et *le Peuple*. La thèse du complot contre la CGT évite aux dirigeants un retour critique sur leurs positions passées, tandis que le tournant est pris : la CGT est désormais dans la majorité présidentielle. Dorénavant, pour la direction confédérale, comme pour le PC, les travailleurs n'ont pas voté pour les revendications les plus radicales, celles défendues par le candidat Marchais. La CGT « en tient compte », et accepte comme cadre de son action la plate-forme électorale de Mitterrand. Ce véritable recentrage indique la valeur que les dirigeants confédéraux attachent à leur propre programme : avant-hier, ce dernier était remplacé par le Programme commun ; hier, il servait d'outil anti-PS ; aujourd'hui, il est au frigidaire, dans l'attente du déroulement de « l'expérience en cours ». La position actuelle de la CGT est guidée par un souci : servir de faire-valoir aux réalisations des ministres communistes. Dans ce but, elle est prête à affronter des grèves qui échapperaient à son contrôle, et qui touchent des secteurs attachés aux ministères tenus par le PCF. C'est aussi dans ce sens qu'il faut interpréter les déclarations de Fiterman en novembre, suivies de celles de Krasucki. Tous deux, le ministre d'Etat et le secrétaire général de la CGT, ont condamné les grèves de la SNCF et d'Air-France. Elles étaient trop radicales. Elles exigeaient les trente-cinq heures et des augmentations substantielles de salaire... Les « gauchistes » sont désormais l'ennemi principal, et les dangers bien réels de gestion de l'austérité sont oubliés. Dans le même temps, la CGT laisse se développer des luttes dans le sec-

teur privé, comme à Renault ou à Peugeot. Mais, dès qu'elles sont au seuil de la généralisation, elle intervient pour les étouffer. C'est vrai à Billancourt. A Renault-Sandouville, des permanents fédéraux de la métallurgie ont tenté d'imposer la reprise du travail malgré l'avis des ouvriers.

La CGT cherche à se tailler d'importantes places dans les nouvelles entreprises nationalisées. Elle cherche des postes dans les conseils d'administration. C'est au nom de cette chasse aux jetons de présence qu'elle a remis l'ensemble de ses revendications sur les nationalisations. Comme dit Krasucki, « *la CGT en demande plus, mais faisons déjà les vôtres* ».

La CGT n'a maintenu qu'un seul cap : celui de la division. Si la différence est finalement mince entre l'orientation CFDT et celle suivie par la CGT, cette dernière dénonce plus que jamais la première. Maire fait-il des reproches au gouvernement ? Séguy monte en ligne pour le dénoncer. L'unité n'est pour la CGT qu'un biais tactique, commode quelque temps. A Billancourt, au début de la grève de plusieurs ateliers, le syndicat CGT est venu chercher par la manche la CFDT, et même FO et la CFTC, pour ne pas avoir seule la responsabilité du mouvement. L'action des OS se généralise-t-elle ? Le même syndicat CGT dénonce les délégués CFDT entourés de « gauchistes ».

La première centrale syndicale du pays est vouée à n'avoir de ligne qu'à court terme. Sans stratégie de lutte, elle refuse l'organisation d'un mouvement unitaire, de la base au sommet, qui seul garantirait les changements. Elle est tributaire de la présence du PCF au gouvernement, qu'elle suit « pas à pas ». Elle limite son rôle aujourd'hui à celui d'un commentateur de presse, analysant les aspects « positifs » ou « négatifs » des mesures gouvernementales. Si, demain, l'alliance PS-PC est dénoncée, elle emboîtera le pas, prenant un tournant de plus...

## De nouvelles contradictions

La CGT s'expose à des contradictions majeures. Beaucoup de syndicalistes chercheront des réponses à une situation dans laquelle la direction cégétiste les désarme. Nombre d'entre eux sentent la nécessité d'un vaste

mouvement unitaire, de la base au sommet, qui est la seule garantie « pour que ça change vraiment ». La CGT s'en tient à un suivisme vis-à-vis des ministres communistes ; ce faisant, elle creuse elle-même le fossé qui la sépare des aspirations immédiates des travailleurs. Floués par l'entrée brutale du PC au gouvernement, les militants communistes ne peuvent pas peser sur la politique de leur parti. Ils auront tendance à exprimer leurs divergences dans la CGT, surtout au moment où la gestion de l'austérité par le PC et le PS entrera frontalement en contradiction avec les besoins immédiats des travailleurs. La fraction du PC dans la CGT aura toutes les peines du monde pour les homogénéiser autour du projet gouvernemental. Le développement de la crise économique va jouer dans la CGT comme un accélérateur de la crise interne. La direction de la CGT doit désormais tenir compte du poids politique du PS. Hier favorable aux unitaires, le PS semble aujourd'hui devoir peser plus par sa force ministérielle et son rapport de forces politique favorable face au PC. Il est possible que le PS projette d'occuper un nombre de postes plus important dans les instances nationales de la confédération. Son intention pourrait être de constituer une véritable « minorité de blocage » au sommet. Au contraire, à la base, les militants socialistes seront dans une position peu confortable, à la fois dirigeants syndicaux, et représentants dans l'entreprise du parti majoritaire. Le peu de démocratie régnant au PS les amènera également à choisir le terrain syndical pour manifester leur fidélité aux intérêts de la classe ouvrière.

Le régime intérieur de la CGT n'est plus l'objet d'un consensus silencieux. Le souvenir de la petite ouverture démocratique du 40<sup>e</sup> Congrès rend encore plus cuisant le verrouillage que la direction fait peser dans la centrale. Au moment où tous parlent de démocratie, à la télé, dans la vie du pays, la CGT renforce le caractère hyper centralisé de son organisation. C'est l'un des enjeux du 41<sup>e</sup> Congrès de juin 1982. Ce mouvement centralisateur, enlevant aux syndicats leur autonomie, entre immédiatement en conflit avec des milliers de cadres syndicaux, des milliers d'adhérents porteurs de débats intenses. L'unité au sommet réalisée par le PC et le PS accuse davantage une division syndicale qui demeure incomprise. Pourquoi cette division maintenue alors que l'unité politique est réalisée, se demandent nombre de cégétistes ?

Dernière contradiction, mais non des moindres : le ralliement à la majorité présidentielle implique une révision en baisse immédiate et soudaine de ses objectifs revendicatifs, au moment où le chômage et l'inflation avancent sans obstacle sérieux. Dès juillet, sans signer le protocole avec le CNPF sur les trente-neuf heures, la CGT avançait les trente-huit heures, abandonnant la revendication des trente-cinq heures inscrite dans son programme.

Pour faire passer cette révision, la direction confédérale laisse flotter les instances de base, et parfois même les fédérations, sans les obliger tout de suite à réviser en baisse les revendications. Mais elle « verrouille » au sommet sur sa nouvelle orientation. Elle accepte le cadre des négociations par branche sur la réduction et l'aménagement du temps de travail, en excluant toute mobilisation nationale contre le CNPF. Ce recentrage « en souplesse » ne peut qu'accroître l'hétérogénéité et le fractionnement au sein de l'appareil lui-même.

Ce recentrage CGT se manifeste sur le terrain des nationalisations. Leur extension, le nombre des sociétés à nationaliser, étaient inscrits dans son programme de novembre 1978. Elles étaient présentées comme une mesure anticapitaliste fondamentale. L'acceptation, dès juillet, par la direction confédérale et les directions de fédération de la nationalisation des seules maisons-mères, sans leurs filiales, est une révision spectaculaire. Dans des entreprises comme Thomson et Saint-Gobain, des pétitions revendiquant la nationalisation sont apparues. La CGT, localement, peut s'investir dans cette démarche. Nationalement, elle fait la sourde oreille à cette aspiration, au nom du respect de l'expérience en cours. Sur les salaires, la CGT se tait. Accompagnant le gouvernement, elle ne répond pas centralement aux exigences immédiates.

## Les responsabilités de l'opposition

Des congrès d'unions départementales, comme ceux de la Manche, d'Eure-et-Loir, du Loiret, de Seine-Maritime, ont montré des directions régionales sans perspectives et sans ligne d'intervention. Des syndicalistes ont posé les débats centraux : l'attitude de la CGT face au gouvernement, la nécessité d'un mouvement unitaire pour les revendications, l'unité syndi-

cale, la démocratie et l'indépendance face au gouvernement. Les directions d'UD ont esquivé, réduisant les congrès à des formalités administratives. Au CCN d'octobre, le même scénario se déroula. Un feu roulant et convergent de critiques se concentra sur la direction Krasucki-Séguy. Des membres du bureau confédéral, des membres de la CE, des dirigeants de fédérations et d'UD posèrent tous ces problèmes. Ils voulaient qu'un débat s'engage sur le bilan de la direction. Krasucki répondait en expliquant qu'il y avait deux lignes dans la CGT. Il s'en prit au seul Moynet, pour n'avoir pas à répondre aux autres à la fois. Il apparaissait clairement, à l'issue de cette réunion nationale, que l'objectif de Krasucki se bornait à sélectionner dans la CGT un appareil sûr, fiable, en prévision d'échéances sociales qui bousculeront la CGT.

Dans ce contexte, l'opposition née autour de l'Appel de Marseille semble avoir une responsabilité majeure. Si tôt après ce CCN, J.-L. Moynet et C. Gilles démissionnaient du bureau confédéral. Puis, J. Lambert entra comme chargée de mission au cabinet de N. Questiaux. Moynet fut aspiré dans le cabinet de Rocard, et C. Gilles dans celui d'Y. Roudy. Cette décantation par le vide laisse à l'opposition de base, dans les syndicats, un rôle majeur. Si elle vit le jour autour d'une démarche centrale commune (chasser Giscard), si elle regroupait à la fois des syndicalistes et des syndicats entiers, elle tend à devenir un courant assis sur les structures syndicales. Elle a passé le cap du 10 mai avec succès. L'opposition devient une force attractive pour des dizaines de cadres syndicaux, pour des syndicats, qui cherchent là des orientations préservant l'unité du syndicalisme, réaffirmant les revendications et l'indépendance de la CGT. Aussi est-il prévisible que sa manière de répondre à la confédération ne soit pas cantonnée à l'expression d'une divergence sur un seul thème. Elle devrait fournir l'embryon d'une réponse globalement alternative à l'orientation confédérale. Il est certain que cette opposition sera sollicitée pour intervenir dans des conflits locaux et nationaux, et sur des échéances parlementaires concernant le temps de travail, les salaires ou la Sécurité sociale. Elle devra lutter également contre la désaffection syndicale, accélérée par le discredit résultant de l'engagement de la CGT aux côtés du PC. Fournissant une perspective immédiate, cette opposition semble jouer un rôle positif dans le maintien des effectifs syndi-

caux et dans leur développement. Ainsi, ses tâches sont dorénavant multiples. Elle ne les remplira que si elle parvient à un enracinement supérieur dans la CGT, basé sur une structuration locale permanente, sur les syndicats, les UL, voire les UD.